



Numéro PPQ/6938

lundi 13 octobre 2014

Les grands titres:

- A Ramallah et Jérusalem, le chef de l'ONU appelle à ne pas renoncer à la paix
- L'épidémie d'Ebola met en lumière les risques que font peser les inégalités croissantes, selon l'OMS
- Prévention des catastrophes : les personnes âgées ont un rôle à jouer, selon l'ONU
- RDC : l'ONU dénonce le braconnage par les groupes armés dans le Parc de la Garamba
- Soudan du Sud : la Représentante spéciale sur la violence sexuelle dans les conflits conclut un accord avec les autorités
- Somalie : l'envoyé de l'ONU condamne un attentat à la bombe meurtrier à Mogadiscio
- Libye : Ban appelle les dirigeants politiques libyens à renforcer le dialogue pour rétablir la stabilité
- Ban appelle à une solution durable entre Israël et Palestine pour rompre le cycle de destruction et reconstruction à Gaza
- La FAO se réjouit de l'engagement des Etats membres à lutter contre la malnutrition

A Ramallah et Jérusalem, le chef de l'ONU appelle à ne pas renoncer à la paix



13 octobre - Au lendemain de sa participation à une conférence sur la reconstruction de Gaza au Caire, en Egypte, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, s'est rendu lundi à Ramallah et à Jérusalem pour encourager Palestiniens et Israéliens à ne pas renoncer à la paix.

« Je suis ici avec un message d'espoir, l'espoir de reconstruire Gaza et créer un avenir meilleur pour la population », a dit M. Ban lors d'une conférence de presse conjointe avec le Premier ministre palestinien, Rami Hamdallah, à Ramallah.

Le chef de l'ONU s'est félicité des sommes promises ce weekend par les bailleurs de fonds pour la reconstruction de Gaza après le conflit destructeur de cet été.

Il a souhaité que le gouvernement d'unité palestinien réussisse à assumer ses fonctions et responsabilités légitimes dans la bande de Gaza.

M. Ban a rappelé que les Nations Unies avaient facilité la création d'un nouveau mécanisme temporaire pour surveiller et autoriser les matériaux de construction à Gaza. « Je suis persuadé que ce mécanisme, s'il est appliqué de bonne foi par les parties, permettra la reconstruction à grande échelle dont Gaza a besoin très rapidement », a-t-il souligné.

Plus tard dans la journée, alors qu'il se trouvait à Jérusalem pour rencontrer le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, le chef de l'ONU a salué les mesures prises par le gouvernement israélien pour alléger les restrictions pesant sur la Cisjordanie et Gaza. Selon lui, le mécanisme temporaire prend pleinement en compte les préoccupations d'Israël en matière de sécurité.



« J'exhorte les deux parties à mettre en œuvre ce mécanisme de bonne foi. La reconstruction à grande échelle doit démarrer sans tarder », a-t-il dit lors d'une conférence de presse. Selon lui, la relance de l'économie à Gaza peut changer la dynamique sur le terrain et renforcer la stabilité.

Au-delà de la reconstruction de Gaza, le Secrétaire général a estimé qu'il fallait s'attaquer aux causes profondes de l'instabilité à Gaza. Il a estimé également qu'il fallait se concentrer à nouveau sur la Cisjordanie.

« Je condamne une nouvelle fois fermement la poursuite des activités de colonisation par Israël » a-t-il dit à Ramallah. « J'exhorte le gouvernement d'Israël à annuler ces activités », a-t-il ajouté à Jérusalem. Il s'est également dit « très préoccupé par les provocations répétées sur les lieux saints à Jérusalem. Cela ne fait qu'attiser les tensions et cela doit cesser ».

Le chef de l'ONU a plaidé une nouvelle fois pour une solution à deux Etats, la Palestine coexistant avec Israël dans la paix et la sécurité.

« Je sais que de nombreux Palestiniens sont frustrés par un processus de paix qui a commencé il y a plus de 20 ans et qui n'a pas produit d'accord final. Mais renoncer à l'espoir ne fera que garantir la victoire aux avocats de la violence. J'exhorte les Palestiniens à être courageux et à continuer à s'impliquer dans un processus de paix significatif. J'exhorte les Israéliens à faire la même chose », a-t-il déclaré à Ramallah.

« Il est clair que les deux parties doivent retourner rapidement à la table des négociations en étant prêtes à faire les compromis, difficiles mais nécessaires », a-t-il ajouté à Jérusalem.

L'épidémie d'Ebola met en lumière les risques que font peser les inégalités croissantes, selon l'OMS



13 octobre - La Directrice-générale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Dr. Margaret Chan, a déclaré lundi n'avoir jamais vu dans sa carrière une telle crise sanitaire s'agissant de l'épidémie d'Ebola, qui met en lumière, selon elle, les risques que font peser les inégalités croissantes dans le monde.

« Dans ma longue carrière dans la santé publique, je n'ai jamais vu une crise sanitaire susciter une telle peur et un tel terreur, bien au-delà des pays affectés », a dit le Dr. Chan, dans un discours lu par le Directeur exécutif de son bureau à l'OMS, Ian Smith, lors d'une session d'un comité régional de l'Organisation à Manille, aux Philippines.

« Je n'ai jamais vu une telle crise sanitaire menacer la survie de sociétés et de gouvernements dans des pays déjà très pauvres. Je n'ai jamais vu une maladie infectieuse contribuer de la sorte à une éventuelle défaillance de l'Etat », a-t-elle ajouté.

Selon la Directrice-générale de l'OMS, « l'épidémie met en lumière les risques que font peser les inégalités économiques et sociales grandissantes dans le monde. Les riches reçoivent les meilleurs soins. On laisse mourir les pauvres. »

Dr. Chan a également noté que « les rumeurs et la panique se propagent plus vite que le virus et que cela coûte de l'argent ». La Banque mondiale estime que 90% des pertes économiques lors d'une flambée épidémique sont dues aux tentatives irrationnelles et sans coordination du grand public pour éviter l'infection.

Autre leçon tirée par la Directrice-générale : « quand un virus mortel et redouté frappe les pauvres et échappe à tout contrôle, le monde entier est mis en danger. »

Selon elle, « des décennies de négligence des systèmes et services sanitaires de base signifient qu'un choc, tels qu'un événement météorologique extrême dans un climat en évolution, un conflit armé, ou une maladie hors de contrôle, peuvent mettre un pays fragile à genoux. »

Dr. Chan a également noté qu'Ebola est apparue il y a près de 40 ans mais qu'aucun vaccin ni médicament n'a été fabriqué depuis. « Parce qu'Ebola a été confinée, historiquement et géographiquement aux pays pauvres africains », a-t-elle dit. « Une industrie obsédée par le profit n'investit pas dans les produits pour des marchés qui ne peuvent pas payer ».

La conclusion pour elle est que « le monde est mal préparé pour répondre à toute urgence de santé publique grave, durable et dangereuse. »

Prévention des catastrophes : les personnes âgées ont un rôle à jouer, selon l'ONU



13 octobre - A l'occasion de la Journée internationale de la prévention des catastrophes, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a souligné le rôle que peuvent jouer les personnes âgées, hommes et femmes, dans le renforcement de la capacité à faire face à l'adversité.

Environ 700 millions de personnes – soit 10 % de la population mondiale – ont plus de 60 ans et, d'ici à 2030, il y aura plus de personnes âgées que d'enfants pour la première fois dans l'histoire.

« Lorsqu'une catastrophe naturelle frappe, on compte un nombre démesuré de morts et de blessés parmi les personnes âgées. C'est là une tendance tragique qu'il faut inverser grâce à l'adoption de plans et à la fourniture de services et d'une assistance qui permettent de rendre les personnes âgées moins vulnérables tout en tirant le meilleur parti de leurs contributions à notre sécurité et à notre bien-être collectifs », a déclaré le Secrétaire général dans un message à l'occasion de cette journée.

Selon lui, la planification en prévision de catastrophes doit tenir compte de la mobilité réduite de nombreuses personnes âgées. « Nous devons donner à ces personnes les moyens de se préparer à une catastrophe éventuelle, de se mettre à l'abri et de se protéger. Leurs besoins doivent aussi être pris en considération dans les systèmes d'alerte rapide, dans les mécanismes de protection sociale, dans les plans d'évacuation et d'intervention d'urgence ainsi que dans les campagnes de sensibilisation du public », a-t-il dit.

« Dans le même temps, il importe de reconnaître que les personnes âgées possèdent des ressources qui peuvent être mises au service de l'ensemble de la société. Leurs années d'expérience peuvent contribuer à réduire les risques liés aux catastrophes. Nous devons les associer à la gestion des risques de catastrophe ainsi qu'aux processus de planification et de décision dans ce domaine. Les personnes âgées peuvent aussi enrichir utilement nos débats à l'échelon mondial sur des questions critiques telles que les mesures requises pour faire face aux changements climatiques et assurer un développement durable », a-t-il ajouté.

RDC : l'ONU dénonce le braconnage par les groupes armés dans le Parc de la Garamba



Une escorte militaire de la MONUSCO en République démocratique du Congo (RDC). Photo ONU/Sylvain Liechi

13 octobre - Au cours d'une visite effectuée au Parc national de la Garamba dans le nord-est de la République démocratique du Congo (RDC), le Représentant spécial du Secrétaire général dans ce pays, Martin Kobler, a exhorté les acteurs nationaux et internationaux à se joindre aux efforts de préservation des ressources naturelles et de la biodiversité de ce parc.

Durant ces dernières années, l'augmentation du braconnage a considérablement entamé la faune dans la Garamba. Selon la direction du Parc, en dépit de l'intensification des initiatives visant à combattre le braconnage, pour la seule période allant d'avril 2014 à ce jour, plus de 60 éléphants ont été tués dans le parc. Les principaux auteurs sont les groupes

armés, dont le plus important est l'Armée de résistance du Seigneur (LRA).

« Les activités des groupes armés dans l'est de la RDC sont en grande partie financées par les produits du commerce et de la traite illégale des riches ressources naturelles du pays », a déclaré M. Kobler, qui est aussi chef de la Mission de l'ONU en RDC (MONUSCO). « Nos efforts en vue d'éradiquer ces forces négatives doivent aussi s'attaquer aux causes profondes du conflit ».

Il a salué les gardes du Parc, African Parks, l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) et les différents acteurs pour leurs efforts en faveur de la protection du Parc national de la Garamba, mais a reconnu également la nécessité d'une action concertée et soutenue pour éliminer la menace des groupes armés et leurs activités économiques illégales. Une protection accrue du parc permettra non seulement de préserver les espèces animales en voie de disparition, mais aussi de garantir un environnement sûr pour les populations locales.

Lors d'une visite effectuée à Dungu, près du parc, avec l'ambassadeur des Etats-Unis et l'ambassadeur du Maroc, Martin Kobler a annoncé le renforcement de la coopération dans la lutte contre la LRA.

« Je suis venu à Dungu, aujourd'hui avec les agents de l'Ambassade des États-Unis, afin de démontrer notre engagement commun en vue de la neutralisation de tous les groupes armés en RDC, y compris la LRA », a déclaré le Représentant spécial.

Lors de la visite, M. Kobler a également procédé à l'inauguration du premier tribunal de Dungu, construit sous l'égide de la MONUSCO. Il sera dirigé par trois magistrats de la Cour d'appel de Kisangani. « Ce tribunal permettra d'accélérer les procédures de traduction en justice, de même qu'il garantira le bon déroulement des procès ainsi qu'une administration rapide de la justice, ce qui préparera le terrain pour la stabilité », a-t-il déclaré.

Soudan du Sud : la Représentante spéciale sur la violence sexuelle dans les conflits conclut un accord avec les autorités



13 octobre - La Représentante spéciale du Secrétaire général sur la violence sexuelle dans les conflits, Zainab Hawa Bangura, a conclu sa première visite au Soudan du Sud par un communiqué commun avec le gouvernement qui décrit les étapes précises que ce dernier prendra pour prévenir et lutter contre les crimes de violence sexuelle.

La Représentante spéciale a rencontré le Président Salva Kiir au début et à la fin de sa visite, et a eu des consultations avec les ministres concernés ainsi qu'avec l'armée et la police. Elle a également rencontré le président de la Commission sud-soudanaise des droits de l'homme, des groupes de femmes, des leaders communautaires, des fournisseurs de services, des journalistes et le personnel des Nations Unies, a précisé son bureau dans un communiqué de presse.

Mme Bangura s'est rendu à Bentiu, la capitale de l'État d'Unity, pour rencontrer le commandant local de l'Armée populaire de libération du Soudan (SPLA), les autorités gouvernementales, le personnel des Nations Unies, des travailleurs humanitaires et des victimes de violences sexuelles.

« En près de 30 ans d'expérience sur la question, je n'ai jamais vu une pareille situation. Cela est dû à une combinaison d'insécurité chronique, de conditions de vie déplorables, de graves problèmes de protection au quotidien et de violence sexuelle endémique », a-t-elle expliqué. « Les corps des femmes et des enfants sont le champ de bataille de ce conflit. Selon les mots d'une femme que j'ai rencontrée, 'il ne s'agit pas seulement de viol, il s'agit d'infliger une douleur et une destruction inimaginables'. »

La violence sexuelle est un problème qui date d'avant la crise de décembre 2013 au Soudan du Sud mais elle s'est considérablement aggravée avec l'escalade du conflit.

« La Représentante spéciale condamne ces atrocités et appelle les parties à cesser immédiatement la violence. Elle rappelle aux parties au conflit, à la fois le gouvernement et l'opposition, qu'elles ne peuvent pas déclarer la guerre à leur propre peuple et que les responsables doivent rendre des comptes pour ces crimes », selon le communiqué de presse.

Mme Bangura s'est dit préoccupée par le manque de services pour les victimes de violences sexuelles et par le nombre limité de cas signalés aux forces de sécurité, au système judiciaire et aux acteurs de la protection sociale en raison de la fermeture des bureaux du gouvernement, du mauvais fonctionnement des services de police et de la stigmatisation sociale associée à la violence sexuelle. Tous ces facteurs contribuent à un climat d'impunité.

« La communauté internationale ne peut pas laisser les survivantes se débrouiller par elles-mêmes. Il faut aider le Soudan du Sud à mettre fin à ces atrocités », a insisté la Représentante spéciale.

L'accord signé définit des domaines prioritaires d'action, notamment garantir une assistance médicale, psychologique et juridique aux victimes, lutter contre l'impunité, réformer le secteur de la sécurité et de la justice et veiller à ce que les crimes de violence sexuelle soient explicitement abordés dans le processus de paix et comme un aspect de l'Accord de cessation des hostilités.

La Représentante spéciale a également rencontré Riek Machar, le chef de l'opposition, à Addis-Abeba, en Ethiopie, pour entamer des discussions sur les mesures concrètes que l'opposition doit prendre pour prévenir la violence sexuelle par ses forces et dans les zones sous leur contrôle.

Somalie : l'envoyé de l'ONU condamne un attentat à la bombe meurtrier à Mogadiscio

13 octobre - Le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie, Nicholas Kay, a condamné un attentat à la voiture piégée qui a fait de nombreux morts et blessés dimanche soir à Mogadiscio. Le Président de la Somalie a confirmé qu'au moins 13 personnes avaient été tuées.

« Je condamne l'attaque terroriste choquante d'hier soir à Mogadiscio contre des civils innocents qui a fait de nombreuses victimes. L'usage de ces tactiques aveugles contre la population somalienne est un crime cruel et méprisable. Je salue la réaction rapide des forces de sécurité et des services médicaux somaliens », a dit M. Kay dans un communiqué de presse. « Les responsables de cette attaque doivent être traduits en justice. »

Le Représentant spécial a ajouté que les Nations Unies restaient déterminées à apporter leur soutien à la population somalienne dans son aspiration à un avenir stable et pacifique.

M. Kay a présenté ses condoléances aux familles et aux amis de tous ceux qui ont souffert de l'attaque.

De son côté, le Coordonnateur humanitaire pour la Somalie, Philippe Lazzarini, a estimé vendredi que l'opération humanitaire dans ce pays avait besoin d'être intensifiée pour faire face aux conséquences de la sécheresse et du conflit.

M. Lazzarini s'est dit « très préoccupé par la crise humanitaire dans le sud, le centre et le nord-est de la Somalie ». « Les organisations humanitaires ont accru leurs activités à la suite des alertes lancées. Toutefois nous avons besoin de faire plus. L'accès routier est particulièrement crucial pour atteindre les communautés », a-t-il dit.

Libye : Ban appelle les dirigeants politiques libyens à renforcer le dialogue pour rétablir la stabilité



11 octobre - Lors d'une visite samedi à Tripoli, en Libye, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, à exhorter les parties prenantes dans ce pays à s'engager dans les négociations de paix afin de résoudre la crise et rétablir la stabilité dans leur pays.

Selon un communiqué de presse publié par son porte-parole, le Secrétaire général rencontrera aujourd'hui le Vice-président du parlement ainsi que d'autres membres de la Chambre des représentants qui avaient boycotté les séances parlementaires.

Le ministre des Affaires étrangères de l'Italie, ainsi que des envoyés de plusieurs autres pays participeront à la réunion. M. Ban sera accompagné par son représentant spécial en Libye, Bernardino Leon.

La visite du Secrétaire général intervient après le succès des efforts de son Représentant spécial, et de la Mission des Nations Unies en Libye (MANUL), pour relancer le dialogue entre les parlementaires.

Ce dialogue, entamé le 29 septembre, est fondé sur les principes de légitimité, d'inclusion et du rejet du terrorisme, et il constitue la première étape vers la résolution de la crise du pays.

Ban appelle à une solution durable entre Israël et Palestine pour rompre le cycle de destruction et reconstruction à Gaza



12 octobre - Lors d'une conférence dimanche au Caire, en Egypte, sur la reconstruction de Gaza, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon a exhorté toutes les parties à la guerre de cet été de trouver une solution aux causes profondes du conflit pour éviter le « cycle répétitif de construction et de destruction ».

« Nous sommes ici pour soutenir le peuple de Gaza qui a subi des souffrances terribles cet été », a déclaré M. Ban dans son discours à la Conférence du Caire sur en présence du Président de l'Etat de Palestine, Mahmoud Abbas, et plusieurs ministres des affaires

étrangères, dont celui de l'Egypte et de la Norvège.

Selon une déclaration du de porte-parole de M. Ban, le chef de l'ONU devrait se rendre à Gaza mardi pour soutenir les efforts de reconstruction.

Plus de 2100 Palestiniens ont été tués lors du récent conflit qui a duré 51 jours, ainsi que plus de 70 Israéliens. Près d'un tiers de la population de Gaza a été déplacées de leurs maisons et des quartiers entiers ont été détruits par les forces israéliennes.

Le Secrétaire général a rappelé qu'en 2009, la communauté internationale s'était réunie à Charm el-Cheikh, à la suite d'une autre guerre dévastatrice dans la bande de Gaza.

« Nous nous sommes engagés à apporter notre soutien. Nous avons décidé de reconstruire. Et pourtant, nous revoici. Le cycle de la construction et de destruction a continué, cette fois en pire », a déclaré M. Ban.

Des dizaines d'écoles, d'hôpitaux et de cliniques ont été détruits ou endommagés. Des structures de l'ONU abritant des femmes et des enfants ont été touchées, faisant de nombreuses victimes. Onze membres du personnel de l'ONU ont été tués au cours du conflit.

Des roquettes lancées sans distinction par le Hamas et d'autres groupes armés de Gaza ont semées la peur chez les israéliens, a rappelé M. Ban. Les enfants de Gaza qui n'ont pas encore atteint la troisième année de l'enseignement primaire ont déjà vécu trois guerres.

Pour agir de façon efficace, l'ONU et ses partenaires en Palestine ont développés avec le gouvernement palestinien l'« Appel d'urgence pour Gaza », qui s'élève à environ 2,1 milliards de dollars pour les premiers efforts de reconstruction.

Le chef de l'ONU a néanmoins souligné qu'il faut impérativement trouver une solution politique pour réaliser une paix durable, et l'accord de réconciliation global conclu au Caire le 25 Septembre a, selon lui, été un premier pas dans ce sens.

La FAO se réjouit de l'engagement des Etats membres à lutter contre la malnutrition



13 octobre - Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), José Graziano da Silva, s'est réjoui de l'engagement renouvelé des Etats membres de l'Organisation à lutter contre la malnutrition et à assurer l'accès de tous les habitants de la planète à des régimes alimentaires sains.

Suite à des négociations intenses, les représentants de la FAO et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et les délégués des Etats membres sont parvenus à un consensus sur une Déclaration politique et un Cadre d'action volontaire comprenant plus de 50

recommandations qui doivent être adoptés lors de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition qui se tiendra du 19 au 21 novembre 2014 à Rome.

« L'accord sur ce Cadre envoie un signal fort au monde : les Etats membres sont vraiment sérieux au sujet de la nutrition », a dit M. Graziano da Silva. Cette conférence, qui est organisée conjointement par la FAO et l'OMS, « peut jouer un rôle essentiel de promotion de la sécurité alimentaire et de la nutrition ».

Selon de récentes estimations de la FAO, quelque 805 millions de personnes dans le monde sont sous-alimentées alors que la moitié de la population mondiale souffre de différentes formes de malnutrition à des degrés divers.

Dans la Déclaration adoptée dimanche, les pays « reconnaissent que la malnutrition sous toutes ses formes, notamment la dénutrition, les carences en micronutriments, le surpoids et l'obésité, n'affectent pas seulement la santé et le bien-être des gens (...) mais imposent aussi un lourd fardeau aux conséquences sociales et économiques négatives sur les individus, les familles, les communautés et les Etats ».

Les pays se sont engagés à éradiquer la faim, prévenir toute forme de malnutrition dans le monde et accroître leurs investissements dans des interventions visant à améliorer les régimes alimentaires et la nutrition.

La Déclaration souligne que « la pauvreté, le sous-développement et le statut économique faible sont des contributeurs majeurs à la malnutrition dans les zones aussi bien urbaines que rurales ».

Dans le Cadre d'action plébiscité par les Etats membres, ceux-ci reconnaissent que leurs « recommandations s'adressent principalement aux dirigeants, car la responsabilité première incombe aux gouvernements quant à l'action à mener au plan national aux côtés des différents partenaires, notamment les communautés affectées ».

Les recommandations portent notamment sur l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes nationaux d'amélioration des niveaux nutritionnels et d'accroissement des investissements, y compris l'aide publique au développement (APD).

Elles appellent aussi au renforcement de la production agricole durable de manière à assurer à la fois la sécurité alimentaire et l'accès à un régime alimentaire sain.

Depuis 1992, date de la première Conférence internationale sur la nutrition, des progrès importants ont été observés dans la lutte contre la faim et la malnutrition, mais ils sont restés insuffisants et mal répartis. La malnutrition est responsable de près de la moitié des décès d'enfants de moins de cinq ans, soit plus de trois millions de morts par an.

Souvent des formes variées de malnutrition se superposent et peuvent coexister dans un même pays et parfois dans une même famille. Quelque 160 millions d'enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition chronique ou de retards de croissance, alors que plus de deux milliards de personnes souffrent d'une ou de plusieurs carences en micronutriments. Dans le même temps, un demi-milliard d'individus sont obèses.